

# Réformes

En Inde les électeurs semblent avoir donné une large majorité au premier ministre sortant, Modi ; une bonne nouvelle pour les réformes et donc la croissance du pays qui a dépassé celle de la Chine depuis quelques années. En France le gouvernement affiche toujours sa volonté de réforme et de réduire le déficit. Aux Etats-Unis la guerre commerciale se poursuit et se déplace de plus en plus ostensiblement sur le terrain difficile de la cyber-sécurité.

Point de marché : l'Inde a voté

Les élections législatives se sont tenues en Inde du 11 avril au 19 mai 2019. Il y avait 543 sièges à pourvoir, et la majorité est donc à 272. Les résultats finaux ne seront disponibles que le 23 mai, mais les sondages à la sortie des urnes montrent une large victoire du NDA, le parti du premier ministre Modi. Les estimations varient de 277 sièges à 352, avec une moyenne de 311 : la population du pays étant très large et la proportion de votants dans des campagnes reculées étant importante, les sondages sont encore plus imprécis que chez nous, ce qui n'est pas peu dire. Le UPA de Rahul Gandhi (rien à voir avec le mahatma même si le nom de famille est le même), le second parti serait proche de seulement 100 sièges.

On estimait il y a encore peu qu'au-delà de 250 sièges le résultat serait un succès pour Modi et que le NDA s'accommoderait de quelques petits partis pour obtenir une majorité. Bref c'est bien mieux qu'attendu pour Modi, sauf erreur colossale des sondages le NDA aura une majorité absolue au Parlement.

Le marché a applaudi comme le montre le graphique ci-dessous, dans un contexte difficile avec les risques de guerre commerciale, l'Inde a très fortement progressé. Le marché salut la levée de l'incertitude.

Sur l'agenda de Modi, beaucoup de réformes économiques à mettre en place pour maintenir la croissance indienne qui est maintenant supérieure à la croissance chinoise.

D'abord le prolongement des réformes actuelles (harmonisation de la taxe sur les biens et services, code des faillites et paiements électroniques) la croissance potentielle pourrait passer de 7% à 7,5%.

En cas de « big bang » réglementaire la croissance peut atteindre 8% avec comme mesures : des investissements public ciblé, un nouveau code des impôts et un nouveaux contrat de travail pour éviter le travail contractuel.

Voyage, voyage

Nous avons participé hier à un voyage pour investisseurs à Paris : Bercy, l'Elysée, etc Quelques

points à retenir.

Première leçon, il semble que, malgré la situation politique moins porteuse, le gouvernement reste ferme sur sa volonté de réformes. Il faut rappeler que les trois principales réformes à mettre en place avant 2020 sont :

La réforme des retraites. Elle vise non seulement à pérenniser le système qui en l'état actuel conduirait à des déficits importants, mais aussi à harmoniser la pléthore de régimes spéciaux pour rendre le système plus lisible et transparent.

La réforme du traitement du chômage, en particulier des indemnités qui ont la fâcheuse tendance de créer des incitations à ne pas retrouver un emploi. Cette réforme suit la réforme 2017 sur le droit du travail qui commence à porter ses fruits : si le chômage baisse moins vite en France que dans le reste de la Zone Euro, on assiste à un changement notable des créations d'emplois avec plus de postes en CDI et moins de postes précaires (CDD ou intérim).

La réforme du statut des fonctionnaires pour l'aligner plus sur les normes du privé et permettre plus de souplesse dans la gestion des effectifs.

Deuxième leçon sur l'Europe, la confirmation du sentiment que le couple franco-allemand a du mal à trouver une vitesse de croisière. S'il faut s'attendre à des avancées elles resteront limitées avec probablement rien de très significatif dans le domaine économique. A noter aussi, la position de Salvini sur l'Europe, présentée comme un dilemme : l'Italie aura un commissaire, mais s'il choisit quelqu'un de « dur » (comprendre anti-Europe), il sera marginalisé et n'aura que peu d'impact.

Troisième leçon sur le budget, la volonté d'inscrire la trajectoire de réduction du déficit est toujours d'actualité tout comme la volonté de réduire le ratio dette sur PIB. Tout ceci est bel et bon, mais comme le disait le camarade Lénine les faits sont têtus : le déficit est à 3,1% cette année en prévisionnel (certes il y a 0,9% dû au CICE qui est purement transitoire et le déficit baisse à 2,0% l'année prochaine) et le ratio dette/PIB est attendue en hausse à 98,9%, il ne baisse que l'année prochaine. Le nombre de fonctionnaire qui devait baisser de plusieurs dizaines de milliers a progressé de quelques centaines d'unités. Bref, si la France a été un des tout dernier pays à sortir de la procédure de déficit excessif c'est bien qu'il y a une raison.

Guerre commerciale, on ne s'en lasse pas

La confusion règne de plus en plus sur les négociations commerciales entre la Chine et les Etats-Unis. Dernier épisode en date : suite aux restrictions mises en place la semaine dernière sur la technologie étrangère, Google a annoncé qu'il arrêterait ses relations commerciales avec Huawei. Alors que les discussions étaient concentrées sur le plan commercial, les problèmes de cyber-sécurité qui affleuraient dans les discussions jusqu'à présent, commencent à prendre une place prépondérante. Au vu de l'avancée technologique de la Chine et de sa très probable avance sur les Etats-Unis dans plusieurs domaines informatiques, ces négociations peuvent devenir extrêmement difficiles à résoudre.